

THINK TANK

CSIS, les croisés du pétrole



Créé en 1962 à l'initiative du directeur de la recherche de la CIA, le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) de Washington n'a pas tardé à devenir l'institut de prédilection des analystes de la Guerre froide autour d'Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. Dans les années 80, Ronald Reagan y a recruté ses principaux conseillers de Défense. Au début des années 90, Buh père y a trouvé son ministre de la défense, Dick Cheney. Multipliant les analyses de la crise énergétique à venir, le CSIS a évolué au cours des dernières années sous la présidence du sénateur Sam Nunn pour se focaliser sur la lutte contre l'émergence de pouvoirs nucléaires, les stratégies pétrolières et la guerre des civilisations.

page 2

Une constitution à marche forcée

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

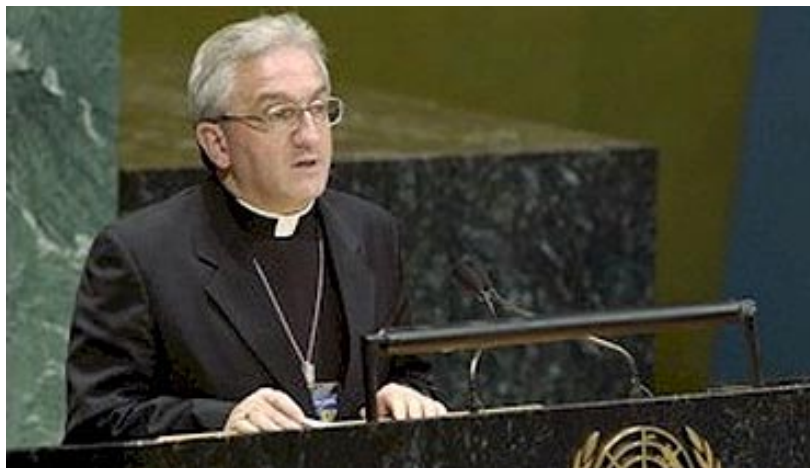
Le débat sur le projet de constitution européenne est mort-né et laisse place aux imprécations. Dominique Strauss-Kahn et Bertrand Delanoë signent une tribune dans *Le Monde* appelant à sa ratification. Le seul argument de vente est qu'on n'a pas d'autre texte sous la main. DSK exhorte M. Fabius à s'aligner sur ses camarades socialistes, dans une interview cette fois publiée par *Libération*, faute de quoi il s'opposerait au sens de l'Histoire.

page 7

REPÈRE : 3 JUILLET 1988

Pas de minute de silence pour ces morts là

Dans le Golfe arabo-persique, en pleine guerre Iran-Irak, l'armée iranienne accuse le Koweït d'aider Saddam Hussein. Les pétroliers passant le détroit d'Hormuz sont régulièrement harcelés par de vedettes rapides. Les États-Unis, soutenant l'Irak dans cette guerre et craignant de voir se fermer les terminaux pétroliers koweïtiens, envoient des croiseurs pour escorter les bateaux. Le 3 juillet au matin, la frégate USS Vincennes, commandée par le capitaine Will Rogers qui a une réputation de tête brûlée, se trouve illégalement dans les eaux territoriales iraniennes quand son radar repère un avion volant vers elle. Des rapports déclassifiés prouvent que, dès le début, le radar identifie qu'il s'agit du Boeing civil Iran Air Vol 655. Mais Will Roger donne l'ordre d'abattre l'avion, tuant les 290 passagers - et déclare à la presse qu'il avait pris le Boeing pour un F-14. Le magazine *Newsweek* révélera les mensonges de l'armée un mois plus tard. Interrogé à ce sujet, le président Bush père défendra l'armée coûte que coûte : « Jamais je ne demanderais des excuses pour quoi que ce soit qu'ont fait les États Unis d'Amérique, jamais. Je me fiche de savoir ce qui s'est passé. » ■



PRIVILÈGE POUR L'ÉGLISE CATHOLIQUE À L'ONU

L'Assemblée générale des Nations unies a accordé, le 1er juillet 2004, un privilège à l'observateur permanent du Saint-Siège, le nonce Celestino Migliore. Désormais celui-ci, bien que délégué d'une entité non-membre de l'ONU, pourra intervenir comme il le souhaite dans les débats sans toutefois, bien sûr, prendre part au vote. Depuis le 6 avril 1964, le Saint-Siège, entité juridique coiffant l'État de la Cité du Vatican d'une part et l'Église catholique apostolique et romaine d'autre part, dispose d'un statut d'observateur permanent, créé pour lui et jamais accordé à d'autres. Il ne pouvait intervenir que dans les débats le concernant et avec l'autorisation du président du groupe des États d'Europe de l'Ouest. Il avait notamment utilisé ce statut particulier pour saboter la Conférence internationale du Caire sur la démographie, en 1994, et empêcher la reconnaissance mondiale du droit à l'avortement et à la contraception. ■

Think tank

CSIS, les croisés du pétrole

Créé en 1962 à l'initiative du directeur de la recherche de la CIA, le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) de Washington n'a pas tardé à devenir l'institut de prédilection des analystes de la Guerre froide autour d'Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. Dans les années 80, Ronald Reagan y a recruté ses principaux conseillers de Défense. Au début des années 90, Buh père y a trouvé son ministre de la défense, Dick Cheney. Multipliant les analyses de la crise énergétique à venir, le CSIS a évolué au cours des dernières années sous la présidence du sénateur Sam Nunn pour se focaliser sur la lutte contre l'émergence de pouvoirs nucléaires, les stratégies pétrolières et la guerre des civilisations.



En 1962, Ray S. Cline, qui venait d'être nommé directeur adjoint de la CIA à la faveur des limogeages sanctionnant le fiasco de la Baie des cochons, décida de créer un institut universitaire d'études stratégiques à la fois pour recruter des experts et pour orienter les travaux en cours.

Ray S. Cline avait été agent de l'OSS pendant la Seconde Guerre mondiale, puis analyste de la guerre de Corée, agent de liaison entre les services états-uniens et britanniques, enfin chef de poste CIA à Formose (1958-62). Il avait alors créé la Ligue anticommuniste des peuples d'Asie et l'Académie des cadres de la guerre politique à Taiwan [1]. Tout au long de sa carrière, il s'opposa à toute organisation de l'Agence qui mêle la collecte de renseignements à leur analyse et aux actions en découlant. Il développa au sein de la CIA une direction du

renseignement dont l'objet était le traitement des données, l'identification des angles morts, la rédaction de rapports et leur transmission à qui de droit. C'est précisément dans cet état d'esprit qu'il créa le Centre d'études stratégiques et internationales (Center for Strategic and international Studies - CSIS).

Pour ce faire, il s'appuya sur l'amiral désormais à la retraite Arleigh Burke, père du programme Polaris, et sur un historien, David M. Abshire. Ensemble, ils fondèrent le Centre, le 4 septembre 1962, à l'université jésuite de Georgetown à Washington. Ils engagent un directeur permanent, Richard V. Allen.

Avec le soutien de la Reim-Earhart Foundation, le CSIS organise une première conférence sur les questions de sécurité nationale et d'économie avec une trentaine d'orateurs, dont le jeune professeur d'Harvard, Henry Kissinger. Ils sont rejoints par James R. Schlesinger (futur directeur de la CIA et secrétaire à la Défense), l'économiste Murray Weidenbaum (futur président du Conseil de l'OCDE) et Donald Rumsfeld (alors représentant de l'Illinois au Congrès).

En 1966, le Centre parvient à présenter ses analyses du divorce sino-soviétique à la Chambre des représentants.

En 1968, le CSIS s'engage politiquement. Richard V. Allen devient le conseiller de campagne du candidat Richard Nixon sur les questions de politique étrangère, puis entre au Conseil de sécurité nationale. David M. Abshire devient assistant du secrétaire d'État pour les relations avec le Congrès. En 1973, ils organisent une campagne pour sensibiliser l'opinion publique aux questions énergétiques. Ils produisent un documentaire avec les studios Hanna-Barbera, qui est diffusé à 40 millions de spectateurs. À parti de quoi, le sénateur Hubert Humphrey parvient à faire voter la construction d'un pipe-line en Alaska.

En 1974, le président Gerald R. Ford confie à une Commission indépendante le soin de proposer une réforme des institutions gouvernementales dédiées à la politique étrangère [2]. Il y nomme entre autres David M. Abshire. Celui-ci y fait la connaissance d'Anne L. Armstrong, qui devient présidente du Comité exécutif du CSIS.



Zbigniew Brzezinski et David M. Abshire

Puis, Gerald Ford nomme Abshire à la tête du système de propagande radiodiffusée vers le bloc de l'Est. Le CSIS crée alors un groupe de travail autour de Frank Stanton, président de CBS, dont les propositions sont acceptées pour réformer la *public diplomacy* (propagande). Tandis qu'Anne Armstrong devient ambassadrice à Londres.

Sous l'administration Carter, le CSIS organise des auditions au Congrès pour révéler l'ampleur du génocide cambodgien. Il produit aussi un étonnant documentaire sur un gigantesque attentat terroriste à Manhattan.

Le CSIS exulte à l'élection de Ronald Reagan [3]. Richard V. Allen, qui fut un de ses plus proches conseillers durant sa campagne, devient le conseiller de sécurité nationale. David M. Abshire est bientôt propulsé ambassadeur à

l'OTAN. Anne Armstrong préside, quant à elle, le Comité consultatif du renseignement à l'étranger. Le représentant du Wyoming, Richard B. Cheney, rejoint le centre où il préside un groupe d'étude sur la Grande stratégie. C'est aussi le moment où arrivent le politologue **Zbigniew Brzezinski**, le stratège **Edward N. Luttwak**, les journalistes **Arnaud de Borchgrave** et **Michael Ledeen**. Le Centre devient alors le lieu d'élaboration du contrôle des armements, autour du sénateur **Sam Nunn**, donnant naissance aux accords Nunn-Lugar avec l'URSS. C'est encore le Centre qui élabore la réforme Goldwater-Nichols du département de la Défense.

Pendant vingt-quatre ans, le CSIS recrute des universitaires, produit des analyses et multiplia les interventions dans les médias. Son financement était principalement assuré par les donations du banquier d'extrême droite Richard Mellon Scaife, par le prince Turki bin Abdul Aziz, chef des services secrets saoudiens, et par la multinationale du pétrole Mobil. Cependant, le caractère très idéologique et fort peu académique de ses travaux, ainsi que le soutien systématique apporté à l'administration Reagan, porta tort à l'université de Georgetown qui décida de rompre. Le CSIS devint donc, en 1986, un think tank indépendant. Il s'en suivit une période de flottement de plusieurs années, d'autant qu'en 1989, George H. Bush (le père) est élu à la Maison-Blanche. Il choisit Dick Cheney comme secrétaire à la Défense qui s'entoure d'experts du CSIS. Le think tank est provisoirement décapité.

De la Guerre froide à la crise énergétique

Il reprend toutes ses activités lorsque ses membres quittent leurs fonctions officielles, après l'élection de Bill Clinton. Il s'engage pour l'accord de libre-échange nord-américain, puis il lance, en 1995, le thème de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. L'alliance avec l'Arabie saoudite, qui avait été conclue pendant la Guerre froide et avait été consolidée par la guerre du Golfe, se délite lentement. Au fur et à mesure que la crise énergétique [4] s'approche, les partisans du clash des civilisations [5] s'installent au



John Edwards
Candidat démocrate à la vice-présidence des États-Unis.

Centre. Bernard Lewis, **Samuel P. Huntington** et **Francis Fukuyama** supervisent les travaux. BP Amoco [6], Exxon, Chevron proposent leur mécénat. Et le milliardaire japonais Kazuo Inamori, fondateur du groupe Kyocera et Pdg des télécommunications DDI, finance la création d'une Académie du leadership (AILA). Anthony H. Cordesman, spécialiste militaire du Golfe, prend la direction d'un programme de stratégie.

Surtout le CSIS veille à l'arrimage atlantique. Il organise, en 1997, une vaste conférence internationale autour de Zbigniew Brzezinski et Jacques Delors pour l'unité euro-états-unienne. Après les attentats du 11 septembre, il analyse la montée de ce qu'il appelle l'anti-américanisme en Europe. Avec le German Marshall Fund, il publie une déclaration commune *Pour le renouveau du partenariat transatlantique* [7] pour réaffirmer le lien entre l'Union européenne et l'OTAN et demander que les États-Unis soient associés à

l'élaboration du projet de Constitution européenne.



Michèle Alliot-Marie et Jean-Daniel LeVitte

Le ministre français de la Défense et son ambassadeur lors d'une conférence au CSIS, 16 janvier 2004.

En 2000, le CSIS, soutenu par Ted Turner, patron de CNN, a mis en place un réseau international d'instituts atlantistes d'études stratégiques pour développer les recherches sur la prolifération nucléaire. Ce programme, intitulé Initiative contre la menace nucléaire (Nuclear Threat Initiative - NTI) est présidé par Sam Nunn et a inspiré les récents sommets du G8.

Actuellement, le CSIS possède un capital de 25 millions de dollars. Il dispose d'un budget annuel de fonctionnement de 22 millions de dollars et emploie 190 chercheurs. Il publie la revue trimestrielle *Washington Quaterly*, ainsi que de nombreuses newsletters et quantité de livres.

Outre le siège de Washington, où sont organisées plus de 600 conférences par an autour de Richard Fairbanks, il dispose de deux groupes locaux au Texas : un à Houston autour de Robert Mosbacher (anciennement présidé par Kenneth L. Lay, Pdg d'Enron), et un autre à Dallas autour de Richard Cheney.

Pour le prestige, il réunit aussi deux fois l'an une vingtaine de milliardaires au sein d'un Conseil international présidé par Henry A. Kissinger [8].

Le 9 septembre 2002, le Centre d'études stratégiques et internationales fêtait ses 40 ans. Un dîner de gala réunissait 850 personnalités à New York [9].

L'événement était animé par John Hamre, S. Exc. Le cardinal de Washington Theodore J. McCarrick, le sénateur Sam Nunn, David Abshire, Anne Armstrong et Henry Kissinger. Le vice-président des États-Unis, Dick Cheney, n'ayant pu se déplacer pour raison de sécurité intervint par vidéo-conférence depuis son bunker souterrain. Le lobby conservateur du pétrole était au complet.

[1] "La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime" par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 12 mai 2004.

[2] Commission on the Organization of the Government For the Conduct of Foreign Policy, présidée par l'ambassadeur anti-gaulliste Robert D. Murphy.

[3] "Ronald Reagan contre l'Empire du Mal", *Voltaire*, 7 juin 2004.

[4] "Le déplacement du pouvoir pétrolier", *Voltaire* du 10 mai 2004.

[5] "La Guerre des civilisations" par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[6] "BP-Amoco, coalition pétrolière anglo-saxonne" par Arthur Lepic, *Voltaire*, 10 juin 2004.

[7] "Renewing the Transatlantic Partnership", par Madeleine K. Albright, Harold Brown, Zbigniew Brzezinski, Frank C. Carlucci, Warren Christopher, William S. Cohen, Robert Dole, Lawrence S. Eagleburger, Stuart E. Eizenstat, Alexander M. Haig Jr, Lee H. Hamilton, John J. Hamre, Carla A. Hills, Sam Nunn, Paul H. O'Neill, Charles S. Robb, William V. Roth Jr, James R. Schlesinger. 14 mai 2003. Un résumé de ce texte est disponible dans notre rubrique [Tribunes libres internationales](#).

[8] "Le retour d'Henry Kissinger" par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 28 novembre 2002.

[9] Signalons deux membres français du CSIS : Hélène Ahrweiler et Bertrand Collomb

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Une constitution à marche forcée

Analyse

Sans entrer dans les détails du projet de constitution européenne, il apparaît comme un texte confus dont la valeur s'apprécie à la multiplicité des interprétations que chacun en fait. S'il offre une alternative à l'impraticable Traité de Nice, la vacuité fondamentale de son contenu laisse songeur. Dominique Strauss-Kahn et Bertrand Delanoë signent aujourd'hui une tribune dans *Le Monde* appelant à sa ratification. Si l'on fait abstraction des propos généreux relatif à la Charte des droits fondamentaux, au demeurant déjà promulguée, leur seul argument de vente est qu'on n'a pas d'autre texte sous la main. M. Strauss-Kahn va même jusqu'à exhorter son rival, M. Fabius, à s'aligner sur ses camarades du Parti socialiste, dans une interview cette fois publiée par *Libération*, faute de quoi il ferait montre d'une contre-productivité typiquement anti-européenne. On a connu un Strauss-Kahn moins totalitaire dans ses inclinaisons ultra-libérales.

Dans le *Washington Times*, Walid Phares prend en charge la justification de l'échec du Sommet de l'OTAN à obtenir un consensus pour la relève des États-Unis en Irak. Il explique sans ciller que le « transfert de souveraineté » anticipé était destiné à couper l'herbe sous le pied de la résistance, qui planifiait des attentats sanglants pour la date de transfert prévue initialement.

John Kerry, à l'occasion de la fête de la nation dont il voudrait être le président, signe dans le *Washington Post* une tribune dans laquelle il affirme une fois de plus sa volonté de faire comme Bush, mais en plus efficace et en se parant d'attributs humanitaires. Devancé par son concurrent sur l'engagement de l'OTAN en Irak, il doit donc se résoudre à innover en proposant le partage du butin irakien et en demandant à tous de faire des promesses.

À propos de promesses, les familles des victimes du 11 septembre 2001 qui ont accepté les indemnisations s'interrogent. Pendant que Kenneth R. Feinberg,

administrateur du Fonds, digresse dans le *Los Angeles Times* sur les montants qui leur ont été accordés, certaines d'entre elles sont prises de remords. En effet, M. Feinberg se garde bien de préciser qu'en acceptant cette « justice » en monnaie sonnante et trébuchante, les familles des victimes ont renoncé à toute poursuite judiciaire, donc à la vérité sur les attentats. Les 3 % d'entre elles qui ont refusé l'indemnisation seront-elles accusées de manquer de patriotisme ? Michael Moore relate dans le même quotidien sa relation au drapeau états-unien et confie son souhait de le voir un jour devenir un symbole de paix. L'intrépide général Rose défend d'ailleurs courageusement *Fahrenheit 911* dans le *Daily Mail*, mais ne semble pas avoir vraiment compris le message de Moore lorsqu'il soupçonne que les soldats états-uniens déployés en Irak s'en irritent. Peu importe, car Moore, toujours confronté à des obstacles pour la diffusion de son film dans son pays, en a autorisé la copie pour tout usage non commercial : les GI's, qui sont désormais rompus à l'utilisation des gadgets audiovisuels, pourront donc s'en faire leur propre idée.

L'ambassadeur états-unien en France s'efforçait pour sa part de vendre le « transfert de souveraineté » irakien dans l'édition du 2 juillet de *Libération*. Il a malheureusement tout faux : en effet, contrairement à ses affirmations, la production de brut irakien piétine avec de nouveaux attentats, le budget du ministère de la Santé irakien a forcément augmenté puisque le pays peut dorénavant importer de quoi soigner sa population, ce qui n'était pas le cas lors de l'embargo, et doit le faire puisqu'il regorge de blessés, le niveau d'alphabétisation est encore très loin derrière celui de 1990, etc. Autant de questions dont ne se préoccupe guère Peter Bergen, occupé quant à lui à régler ses comptes avec Laurie Mylroie, brutale propagandiste proche de James Woolsey, ex-directeur de la CIA sous Bill Clinton. Dans la tribune que publie malicieusement le *Guardian*, il s'applique toujours à faire table rase des erreurs passées de la propagande officielle en les attribuant à ses rivaux, pour préparer la terrain de la justification « à la démocrate » des prochaines expéditions coloniales.

Réseau Voltaire

Dominique Strauss-Kahn, Bertrand Delanoë



Dominique Strauss-Kahn est député français socialiste du Val d'Oise et ancien ministre de

« Il faut ratifier le projet de Constitution européenne »

Source : Le Monde

Référence : « Il faut ratifier le projet de Constitution européenne », par Dominique Strauss-Kahn et Bertrand Delanoë, *Le Monde*, 5 juillet 2004.

Maintenant que les chefs d'État et de gouvernement européens ont approuvé un projet de traité modifiant les institutions européennes, il appartient à chaque Etat de le ratifier. L'heure des choix est donc venue et au sein du Parti socialiste

l'Économie, des Finances
et de l'Industrie.



Bertrand Delanoë est
maire socialiste de Paris.

français, le débat est lancé.

Nous pensons qu'il faut défendre ce texte, car malgré ses insuffisances il dessine l'Europe que nous voulons : une Europe politique et sociale. Ce projet aurait pu être meilleur si le projet de la **Convention européenne** n'avait pas été dégradé et si **Jacques Chirac** avait défendu la vision française avec toute l'ardeur nécessaire. Ainsi, le gouvernement français a accepté de manière passive le maintien de l'unanimité pour la politique étrangère, la fiscalité et le budget. Le projet issu de la CIG comporte des zones d'ombre et des fragilités. Par exemple, il organise de possibles conflits entre le président du Conseil européen et le président de la Commission : nous connaissons en France les effets négatifs de ce genre de cohabitation. Dans ce texte, en outre, l'Europe politique est embryonnaire : le Parlement européen n'a pas encore le droit de lever l'impôt ; la Commission demeurera un gouvernement bridé ; l'Europe de la solidarité reste à construire ; enfin le maintien de l'unanimité en matière fiscale fait courir le risque de dumping, entraînant des délocalisations d'entreprises.

Toutefois, nous sommes face au premier pas de cette Europe politique que nous appelons de nos vœux depuis si longtemps et le projet a été rédigé par une assemblée composée essentiellement de représentants du peuple, de membres des Parlements nationaux et du Parlement européen, de droite et de gauche et travaillant dans la transparence devant les Européens. Le traité comprend d'abord sa propre déclaration des droits, la plus complète et la plus moderne à ce jour, puis la Charte des droits fondamentaux, qui consolide des droits sociaux très étendus et affirme des droits nouveaux dits : le droit à la protection de l'environnement, des consommateurs, des données personnelles ou encore de la diversité culturelle et linguistique. Sur les institutions, le traité pose les premiers jalons d'une véritable démocratie européenne en renforçant la **Commission européenne** et en faisant de son président le Premier ministre de l'Europe. L'extension des pouvoirs du Parlement fera de la législation européenne une vraie législation, adoptée par les représentants du peuple. D'autre part, la création d'un ministre des affaires étrangères de l'Union ouvrira la voie à une véritable politique étrangère commune, disposant de moyens militaires crédibles et largement autonomes. Les nouveaux outils créés en matière de défense européenne donnent pour la première fois à l'Europe la possibilité de mettre en place une avant-garde autonome. Le texte reconnaît et renforce enfin l'Eurogroupe, enceinte formée par les ministres des finances de la zone euro, ce qui était une demande récurrente des socialistes français pour faire contrepoids au pouvoir de la Banque centrale européenne. Le nouveau traité consacre le modèle européen de société, avec en son cœur le modèle de justice sociale - "l'économie sociale de marché" - à laquelle nous sommes attachés, et reconnaît l'importance du service public en ne le soumettant pas aux règles de la concurrence.

Comme Jacques Delors, nous éprouvons soulagement et déception devant ce texte et nous devons très vite nous remettre à l'ouvrage pour aller plus loin, ce qui est possible puisque ce projet introduit des dispositions qui rendront la révision plus facile que par le passé et confère pour la première fois une initiative constitutionnelle au Parlement européen : dès l'entrée en vigueur du traité, en 2006 sans doute, le Parlement pourra faire des propositions de révision. Enfin, à travers le mécanisme des "coopérations renforcées", ce projet permet à un groupe de pays d'accélérer le rythme s'ils le souhaitent.

Telles sont les principales raisons pour lesquelles nous soutenons ce traité.

Dominique Strauss-Kahn



Dominique Strauss-Kahn est député français socialiste du Val d'Oise et ancien ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

« Je demande à Laurent de dire oui »

Source : Libération

Référence : « Je demande à Laurent de dire oui », par Dominique Strauss-Kahn, *Libération*, 6 juillet 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Je pense qu'il était de la responsabilité de **Jacques Chirac** de dire quel était l'enjeu des élections européennes, puis d'expliquer pourquoi il n'avait rien obtenu au sommet de Bruxelles du 18 juin. Pourquoi a-t-il laissé les Belges se battre seuls pour l'intégration de la notion de service public dans le Traité ? Il affirme que le moment n'était pas venu de défendre cette notion : je pense qu'il a tort et qu'il aurait dû expliquer aux Français ce qu'il partait défendre à Bruxelles.

Je défend une Europe politique et ce texte n'est pas à la hauteur de cette ambition, tout reste à accomplir en la matière mais j'apprécie que des personnalités du Parti socialiste comme François Hollande, Bertrand Delanoë, Martine Aubry, Michel Rocard, Jacques Delors, Jean-Paul Huchon, Gérard Collomb ou Jack Lang aient courageusement décidé de défendre le oui. Je demande à Laurent Fabius de reconsidérer sa position sur le Traité constitutionnel. Sans verser dans le grandiloquent, je souhaite que le sens de l'histoire finisse par l'emporter dans un débat interne qui ne doit pas être tactique.

Je comprends les militants partisans d'une Europe forte qui considèrent que ce texte ne va pas assez loin, mais pas ceux qui ne croient pas en l'Europe ; ceux là, je les combats. Je demande à tous de réfléchir à deux arguments : on ne peut condamner un pas en avant sous prétexte qu'on n'a pas obtenu satisfaction sur la totalité de ses vœux et si, comme tout le monde le dit, ce Traité est meilleur que celui de Nice, pourquoi avoir approuvé ensemble le premier et se diviser maintenant sur celui qui l'améliore ?

Walid Phares



Américain d'origine libanaise, Walid Phares est professeur d'études moyen-orientales et analyste sur les questions

« Les choix de l'après Saddam »

Source : Washington Times

Référence : « Post-Saddam choices », par Walid Phares, *Washington Times*, 5 juillet 2004.

L'accomplissement du transfert de souveraineté deux jours avant la date prévue est une frappe préventive contre Al Qaïda, les anciens ba'asistes, l'Iran et Al-Jazeera. Le gouvernement par intérim et la coalition avaient des informations concernant un effort concerté pour faire du 30 juin un symbole sanglant contre

de terrorisme pour MSNBC. Il est expert du cabinet Benador Associates et bénéficiaire d'une bourse de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank créé par l'ex-patron de la CIA James Woolsey. Il préside la World Lebanese Organization qui milite pour la création d'un Liban exclusivement chrétien à côté d'un Israël exclusivement juif.

les États-Unis et une frappe préventive contre le nouveau gouvernement d'Irak. L' " alliance jihadiste " voulait prendre l'avantage ce jour là mais c'est le nouveau gouvernement qui l'a finalement pris.

Les djihadistes commettront les attentats qu'ils avaient prévu pour le 30 juin mais leur scénario a été gâché. **Iyad Allaoui** a donc la possibilité de frapper le premier en rédigeant une déclaration d'indépendance, en déployant les forces irakiennes et en combattant les insurgés dans une offensive diplomatique. Les jihadistes vont frapper le nouveau gouvernement ainsi que des sites symboliques et vont mener campagne pour présenter Allaoui comme un agent des États-Unis, mais le transfert anticipé a donné un avantage psychologique au nouveau gouvernement.

L'Irak est désormais sans Saddam Hussein et sans **L. Paul Bremer** ; les nouveaux acteurs se nomment Allaoui, Zarkaoui et Sadr. Aux Irakiens de faire leur choix.

John F. Kerry



John Kerry est sénateur démocrate du Massachusetts et candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

« Une voie réaliste en Irak »

Source : Washington Post

Référence : « A Realistic Path in Iraq », par John F. Kerry, *Washington Post*, 4 juillet 2004.

Comme la plupart des Américains, je veux croire que les événements des derniers jours - le transfert de souveraineté en Irak et la comparution de Saddam Hussein devant un tribunal - nous placent sur la voie du succès, mais il faut admettre qu'il n'y a toujours pas de signes montrant l'existence d'une stratégie pour nous y mener. Pour donner une chance à la démocratie, au pluralisme et à la paix régionale, il faut fixer une politique réaliste. Notre politique étrangère n'a réalisé de grandes choses que lorsqu'elle a combiné réalisme et idéalisme. La présidence d'Harry Truman en a été l'illustration avec la constitution de l'**OTAN** et du plan Marshall.

Nos troupes ont brillamment réussi la première mission de la guerre : mettre fin au régime de Saddam Hussein. Les Américains veulent maintenant que les Irakiens puissent bénéficier de la bénédiction de la démocratie et de la sécurité. Malheureusement, il n'y a pas de plans pour gagner la paix et ramener nos troupes à la maison. Nous aurions dû envoyer plus de troupes et rallier plus d'alliés et d'amis à notre cause. Il faut forger une nouvelle politique pour éviter que l'Irak ne devienne un État en déliquescence et un foyer pour les extrémistes. Il faut obtenir l'aide des autres pays en leur donnant voix au chapitre sur les affaires irakiennes. Ces derniers mois, l'administration Bush a commencé à se retourner vers l'ONU mais nous devons aller plus loin que cela. Il faut que les différents pays aient un accès libre aux contrats de reconstruction ; ils doivent profiter de l'industrie pétrolière mais en échange, ils doivent abandonner la dette irakienne. Il faut organiser une conférence régionale qui devra aboutir à la promesse des pays voisins de respecter les frontières irakiennes et à la promesse des dirigeants irakiens de protéger les minorités.

Nous devons nommer un haut commissaire international pour l'assistance

économique à l'Irak et demander un déploiement de l'OTAN en Irak. Il faut faire comprendre aux différents groupes irakiens qu'ils ont tout intérêt à coopérer plutôt que de se combattre. Je souhaite que **George W. Bush** adopte la bonne politique mais il n'en prend pas le chemin.

Kenneth R. Feinberg



Avocat à Washington et ancien assistant de Edward M. Kennedy, Kenneth R. Feinberg est l'administrateur du Fond de compensation aux victimes du 11 septembre 2001.

« Un calcul imparfait pour la valeur de la vie »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Imperfect Calculus for the Value of Lives », par Kenneth R. Feinberg, *Los Angeles Times*, 5 juillet 2004.

Près de trois ans après sa création, le Fonds de compensation aux victimes du 11 septembre 2001 a fini son travail : 2880 familles (97 % de celles pouvant y prétendre) ont accepté une compensation défiscalisée et 2600 blessés ont reçu des chèques. Cela a coûté sept milliards de dollars au contribuable, une aide sans précédent pour leurs compatriotes dans le besoin.

J'ai été administrateur du Fonds et ce fut une tâche difficile qui m'a confronté à la mort et à la nature imparfaite de toute solution. Nous avons apporté une solution qui est la plus en adéquation avec le caractère des États-Unis, mais ce processus soulève des questions fondamentales.

Est-ce que la création de ce fond était une bonne idée ? Il s'agit d'une réponse unique dans l'histoire de notre nation : les victimes d'Oklahoma City ou des attentats des ambassades de 1998 n'ont pas bénéficié d'une telle assistance. Toutefois le 11 septembre 2001 fut un événement unique et cette spécificité justifie ce programme. Est-ce que le Congrès a eu raison de différencier les sommes fournies aux familles en fonction des estimations du salaire des victimes ? C'est la façon de faire américaine, c'est également comme cela qu'est calculée la Sécurité sociale. Toutefois, pour un fonds de compensation, cela peut apparaître comme problématique. Il m'a fallu fixer des estimations de ce que chacun aurait gagné et agir avec sagesse. Est-ce ce que cela aurait été plus juste si tout le monde avait touché la même chose ? Peut-être aurions-nous dû fixer trois ou quatre niveaux de prestation et ne pas faire des dons individuels. Je pense que du fait du caractère unique de l'évènement, le Fonds du 11 septembre est une méthode de compensation qui ne resservira plus.

Michael Moore



Michael Moore est écrivain et réalisateur de documentaires. Il a reçu un oscar pour son documentaire *Bowling for Columbine* et la Palme d'Or du Festival de Cannes pour *Fahrenheit 9/11*

« L'acte du patriote »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The Patriot's Act », par Michael Moore, *Los Angeles Times*, 4 juillet 2004.

Jeune garçon, j'adorais le drapeau américain, récitais le serment d'allégeance ou chantais l'hymne national. J'avais gagné un prix pour un essai sur le drapeau et je devins un scout promettant de faire mon devoir envers Dieu et mon pays.

Tous les ans, je demandais de planter moi-même le drapeau sur la tombe de mon oncle mort au combat pendant la Seconde Guerre mondiale et j'espérais être inspiré par son exemple.

Plus tard, les choses ont changé quand neuf de mes camarades d'écoles sont revenus du Vietnam dans une boîte. J'ai alors compris qu'ils n'étaient pas morts pour leur pays mais pour des gens qui leur mentaient et j'ai arrêté de chanter l'hymne national. Je n'aurais pas dû. Trop longtemps, nous avons abandonné notre drapeau à ceux qui en ont fait un symbole de domination, de guerre et un moyen de contrer les dissidents à l'intérieur du pays. Le drapeau est devenu une arme contre ceux qui s'interrogent sur le chemin pris par l'Amérique, un bâillon contre ceux qui posent des questions.

Ceux qui aiment ce pays doivent redéfinir ce que signifie être fier d'être américain. On ne peut être fier quand on voit nos millions d'enfants pauvres, d'illettrés, de bas salaires. Le monde nous soutenait après le 11 septembre mais aujourd'hui il n'a plus que du dédain pour nous. Trois milliards d'humain n'ont pas accès à l'eau potable alors que nous disposons des compétences techniques et des moyens pour y remédier. Notre président mène des guerres qui n'ont rien à voir avec de la légitime défense. En envoyant des soldats qui se sont engagés à défendre notre liberté se battre dans cette guerre, nous les avons trahis, envoyés mourir pour de mauvaises raisons. Ils méritent des excuses. Nous devons créer un monde où notre drapeau représentera la paix.

Michael Rose



Le Général Sir Michael Rose est l'ancien commandant en chef de la force de protection de

« L'opinion d'un général britannique sur Fahrenheit 9/11 »

Source : Daily Mail

Référence : « A British General's View of Fahrenheit 9/11 », par Michael Rose, *Daily Mail*, 1er juillet 2004.

Je soupçonne que beaucoup de soldats servant en Irak seront irrités par le film de **Michael Moore** car le réalisateur laisse ses positions anti-guerre, anti-Bush et anti-grandes entreprises obscurcir un débat important : **George W. Bush** a-t-il

l'ONU en Bosnie.

mené son pays, et le Royaume-Uni, dans la guerre d'Irak sur la base d'un mensonge ? En voulant imposer la démocratie par la force, les Américains sont-ils devenus si violents et brutaux qu'ils ont perdu leur prééminence morale pour toujours ?

Quoi qu'il en soit, en utilisant toutes les armes du polémiste, Moore mène une charge puissante contre l'administration Bush. Il montre des civils mourant en Irak, il interroge des soldats états-uniens en Irak et dans des hôpitaux et s'attarde sur la douleur d'une mère ayant perdu son fils en Irak. Je crois que ce film peut détruire la confiance que conservait la population américaine envers les capacités de Bush comme chef de guerre. Le message est clair : il n'est pas l'homme de la situation et s'il avait été un subordonné dans une bataille, je l'aurais relevé de ses fonctions.

Ce qui ressort de ce film, c'est qu'il est peu probable que l'Amérique se laisse encore embarquer dans une aventure en étant aussi mal dirigée. Malgré le sensationnalisme de Moore, je crois que le message du film est juste et que tout le monde devrait le voir.

Howard H. Leach



Howard H. Leach est ambassadeur des États-Unis en France. Magnat de l'industrie agro-alimentaire, il fut l'un des 100 principaux donateurs des campagnes de Bush père et Bush fils et trésorier national du Parti républicain.

« Une chance pour l'Irak »

Source : Libération

Référence : « Une chance pour l'Irak », par Howard H. Leach, *Libération*, 2 juillet 2004.

Le lundi 28 juin 2004 a ouvert une nouvelle étape dans la démocratisation de l'Irak et il faut la saluer. Grâce à cette souveraineté, le peuple irakien peut enfin jouir de son autonomie et se gouverner sans peur, pour la toute première fois depuis plusieurs décennies. Grâce à la détermination et au courage de la coalition qui a libéré l'Irak, le régime de Saddam Hussein, l'un des plus cruels de l'histoire contemporaine, a pris fin. Dans les termes du Conseil de sécurité des Nations unies, ce régime constituait une menace multiple pour la stabilité régionale et mondiale ; il terrorisait le peuple irakien et les pays voisins. Saddam Hussein devra répondre devant la justice de son peuple. Son régime appartient au passé et les principaux bénéficiaires de sa chute sont les Irakiens eux-mêmes : à eux d'en tirer parti. Il reste encore beaucoup à faire pour réparer les dommages de l'ancien régime, mais on peut déjà noter des progrès avec l'aide des membres de la communauté internationale, qui vont participer à la reconstruction du pays et qui se sont engagés à lui octroyer plus de 32 milliards de dollars. Les infrastructures pétrolières de l'Irak sont en voie de réhabilitation, et aujourd'hui le pays peut produire près de 2,5 millions de barils par jour. Pour l'année 2004, le budget du ministère de la Santé dépasse le milliard de dollars contre 16 millions sous l'ancien régime, la fréquentation scolaire a été égale ou supérieure à celle que l'on constatait avant la libération du pays. Plus de 8 millions de livres scolaires, expurgés de la propagande de Saddam Hussein, ont été distribués dans l'ensemble du pays. Le peuple irakien a accès aujourd'hui à une information vaste et variée. Enfin, le dinar irakien s'est stabilisé et a repris 25 % de sa valeur par rapport à son niveau le plus bas. La sécurité reste un problème en Irak, et c'est la priorité du nouveau

gouvernement. Les fidèles de l'ancien régime et les terroristes opposés à toute réforme s'efforcent encore de déstabiliser le pays mais le Premier ministre irakien a indiqué que le nouveau gouvernement s'était engagé sur la voie du rétablissement de la sécurité. A l'heure actuelle, plus de 200 000 policiers et membres des forces de sécurité sont opérationnels dans le pays et leur nombre devrait encore croître. La sécurité s'améliore mais un "noyau dur" du terrorisme a clairement indiqué son intention de s'opposer à toute réforme positive par des actes de violence à l'égard des citoyens irakiens, des membres des forces de sécurité, des travailleurs humanitaires, du personnel des organisations internationales et des citoyens oeuvrant à la reconstruction du pays. **Iyad Allaoui**, vient d'annoncer un plan global pour la sécurité de l'Irak qui prévoit la création de cinq divisions pour la nouvelle armée irakienne, un commandement unique des différentes forces de sécurité, le développement des services de lutte contre le terrorisme, la mise en place d'un Conseil de sécurité nationale au niveau ministériel ainsi que la création de structures destinées au démantèlement des milices locales et à la réintégration de leurs membres dans les forces de sécurité irakiennes.

Le processus d'aide aux Irakiens pour faire de leur pays une démocratie stable et prospère sera long. Les Nations unies ont demandé aux Etats membres d'apporter un soutien très ferme dans ce sens, par ailleurs les Etats-Unis et leurs alliés restent engagés dans ce processus. Le nouveau Premier ministre a demandé "le soutien constant de la communauté internationale" dans ce processus qui va permettre aux Irakiens d'assumer la responsabilité de leur avenir. Les membres de la communauté internationale qui chérissent la liberté doivent répondre à cet appel.

Peter Bergen



Peter Bergen est membre de la New America Foundation et auteur de *Holy War, Inc. : Inside the Secret World of Osama bin Laden*. Il est aussi l'analyste expert en terrorisme de CNN.

« Est-ce que l'obsession d'une femme a conduit l'Amérique à la guerre ? »

Source : The Guardian

Référence : « Did one woman's obsession take America to war ? », par Peter Bergen, *The Guardian*, 4 juillet 2004.

Les Américains ont soutenu la guerre non pas parce que Saddam Hussein était un dictateur maléfique, mais parce qu'ils pensaient que Saddam pourrait donner ses armes de destructions massives à Al Qaïda. En absence de toute preuve venant valider cette théorie, on peut se demander comment l'administration Bush est parvenue à défendre cette idée. À l'origine de cette guerre, on trouve l'**American Enterprise Institute**, où est née l'idée de renverser Saddam Hussein. Parmi ses membres, on trouve **Richard Perle** et **Paul Wolfowitz**, mais aucun de ces deux hommes n'étant spécialiste de l'Irak, ils se sont tournés vers **Laurie Mylroie**.

Laurie Mylroie est un ancien thuriféraire de Saddam Hussein dans les années 80, qui change son fusil d'épaule après l'invasion du Koweït, puis fait du lien entre Saddam Hussein et les réseaux terroristes son obsession. Laurie Mylroie est persuadée que Saddam Hussein est derrière tous les attentats qui touchent

le sol américain, de l'attentat d'Oklahoma City au 11 septembre. C'est une conspirationniste, mais ses amis néo-conservateurs croient en ses théories et vantent ses ouvrages. Cela explique certaines prises de positions de Perle et Wolfowitz après le 11 septembre.

La plus grande enquête criminelle de l'histoire après le 11 septembre n'a pas donné le moindre élément permettant de relier l'Irak aux attentats, mais cela n'empêche pas Myroie de continuer à chercher le cerveau des attentats en Irak, tout comme pour l'attentat de 1993 contre le World Trade Center. Elle refuse les arguments de ceux qui lui disent qu'il n'y a pas de preuves en affirmant que c'est la propagande du **département d'État** et de la **CIA**, qui veulent mettre fin à la guerre au terrorisme. Quand j'ai dû débattre avec elle, elle a fait son numéro habituel, lançant des affirmations alarmistes qui ne sont aucunement étayées et qui seront démenties comme toutes les autres.

Aujourd'hui, elle affirme qu'elle est fière que les États-Unis aient fait la guerre en Irak et que le reste est "du détail".

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html